Troublante liquidation de stock-options chez les grands patrons français

12/01/2010 à 6h17

Un article de la dernière livraison de l'hebdomadaire Le Canard enchaîné [*Hervé Martin, « Ces patrons qui ne misent pas sur leurs propres boîtes », Le Canard Enchaîné, page 3, n° 4654, 6 janvier 2010*] relève une situation pour le moins troublante.

En pleine euphorie boursière, alors que l'année se termine sur une hausse de 22% du CAC 40 et qu'une nouvelle progression de 10 à 15 % est prévue par une majorité des analystes en 2010, la plupart des grands patrons se sont empressé de lever leurs stock-options afin de les revendre. Plusieurs fonds d'investissement, qui ont observé ces mouvements, ont fait de même.

Ces manœuvres pourraient bien indiquer que nous sommes à l'aube d'un nouveau krach boursier.



Il s'agit en effet d'un indicateur qui vaut bien les avis d'experts et les plus savantes analyses économiques. Les patrons des société cotées en Bourse sont obligés de déclarer à l'Autorité des marchés financiers (AMF) et aux instances dirigeantes de leurs sociétés, les achats ou ventes d'actions auxquelles ils ont procédé.

Ainsi, Jean-René Fourtou, administrateur de Sanofi-Aventis, et par ailleurs président de Vivendi, a, le 11 décembre dernier, acheté 234.782 actions auxquelles lui donnaient droit ses stock-options, et les a revendues dans la même journée, avec un faible bénéfice.

Le président du groupe Danone (et patron le mieux payé de France, selon le palmarès du magazine « Challenges ») lève 329.310 stock-options, le 14 décembre, qu'il revend, lui aussi, le même jour.

Les dirigeants de la BNP semblaient pressés eux aussi. Michel Pébereau, président de la banque, lève 79.000 stock-options le 15 décembre. Il s'empresse d'en revendre 62.000, cinq jours plus tard. Son bras droit, Baudoin Prot, revend 80% de ses 47.300 stock-options, quatre jours après les avoir touchées.
Chez Thales, un membre du comité exécutif a revendu, dans la journée, les 10.500 titres qu'il venait d'acquérir.
Chez Christian Dior (groupe Arnault-LVMH), le directeur général et un administrateur ont, eux aussi, cédé plus de 80% des actions achetées quelques jours plus tôt.
Idem chez Bouygues, où deux administrateurs ont liquidé illico 90% de leurs options. Ou encore chez Total, dont un membre du « comité exécutif » s'est défait, en cinq jours, de la totalité des 40.000 actions qu'il venait de se voir attribuer.
Tout cela dans un ensemble inquiétant, durant la deuxième quinzaine de décembre.

> ***Est-ce que cette précipitation est annonciatrice de l'imminence d'un nouveau krach boursier ? Il n'est vraiment pas impossible que les analystes optimistes qui, comme l'indique le Canard, « sont aussi bien payés quand ils se trompent », soient une fois de plus dans l'erreur, et que les patrons d'entreprises aient déjà senti le vent tourner.***

Sources : Mecanopolis et Wikinews
(Merci à Français et corse)